

Pierre Tercier

Professeur émérite de l'Université de Fribourg

Blaise Carron

Professeur ordinaire à l'Université de Neuchâtel, LL.M. (Harvard), avocat

Les contrats spéciaux

6^e édition

Avec la collaboration d'Aurélien Witzig

Professeur titulaire et chargé d'enseignement
aux Universités de Neuchâtel et Genève

Table des matières

Préface de la sixième édition	V
Sommaire	VII
Table des abréviations	XIII
Bibliographie générale	XLIII

§ 1 Introduction : le droit des contrats	1
1. L'objet	1
1.1. L'élément matériel : le contrat	1
1.2. L'élément formel : un ensemble de règles	2
2. La théorie des contrats	3
3. Les particularités	5
4. Le contenu	7
5. Le plan	8

Titre I Les fondements du droit suisse des contrats **9**

Chapitre I

Les sources formelles **9**

§ 2 Les normes étatiques	10
1. Les normes envisagées	10
1.1. Les normes de droit suisse	10
1.2. Les normes de droit privé	11
2. Les fonctions des normes étatiques	12
3. Les principales lois de droit suisse	14
3.1. Le Code des obligations	14
3.2. La Partie spéciale en particulier	16
3.3. Les autres lois internes	18
3.4. Les règles de conflit du droit international privé	20
3.5. Le rapprochement des droits nationaux	21
4. Les autres sources	22
5. L'objet des règles spéciales	25
5.1. Les règles sur le champ d'application	25
5.2. Les règles sur la formation du contrat	26
5.3. Les règles sur l'objet du contrat	26
5.4. Les règles sur l'inexécution des obligations	27
5.5. Les règles sur la fin du contrat	28
5.6. Les autres règles	28
§ 3 Les normes contractuelles	29
1. En général	29
2. Le contrat proprement dit	30
2.1. En général	30
2.2. Les clauses objectivement essentielles	31
2.3. Les clauses subjectivement essentielles	31

Table des matières

3.	Les (autres) documents contractuels.	33
4.	Les normes « autonomes » (intermédiaires).....	34
4.1.	Les conditions générales.	34
4.2.	Les conventions collectives	36
4.3.	Les contrats-types	36
§ 4	L'application des normes (Aperçu)	37
1.	Le problème.	37
2.	L'application des normes étatiques	38
2.1.	En général.	38
2.2.	La qualification des contrats	38
2.3.	Les rapports des règles de la Partie spéciale avec celles de la Partie générale	40
2.4.	Les rapports des règles de la Partie spéciale avec d'autres sources.	41
3.	L'application des normes contractuelles	41
4.	La hiérarchie entre les normes	43
 <i>Chapitre II</i>		
<i>Les distinctions générales</i>		45
§ 5	Selon la relation à la loi.	46
1.	La distinction.	46
1.1.	Les contrats nommés	46
1.2.	Les contrats innommés.	47
2.	L'importance de la distinction	49
3.	L'appréciation.	50
§ 6	Selon les relations entre les prestations	51
1.	La distinction.	51
2.	L'importance de la distinction	53
3.	L'appréciation.	54
§ 7	Selon la relation au temps	54
1.	La distinction.	54
2.	L'importance de la distinction	56
3.	L'appréciation.	57
§ 8	Selon la qualité des parties.	58
1.	La distinction.	58
2.	L'importance de la distinction	59
3.	L'appréciation.	61
§ 9	Autres distinctions.	61
1.	Selon le domaine juridique auquel appartient le contrat.	61
2.	Selon la nature de la prestation caractéristique	62
3.	Contrats à titre gratuit et contrats à titre onéreux.	63
4.	Contrats commutatifs et contrats aléatoires.	64
5.	Contrats générateurs d'obligation, contrats de disposition et contrats relatifs à un statut	64
6.	Contrats internes et contrats internationaux	65

Titre II Les contrats d'aliénation	67
<i>Chapitre I</i>	
<i>La vente en général</i>	67
§ 10 Présentation générale	69
1. Les sources	69
1.1. Le Code	69
1.2. Les autres sources	70
2. La notion	71
2.1. La définition	71
2.2. L'élément caractéristique	72
3. Quelques délimitations	73
4. Quelques distinctions	74
4.1. Selon l'objet	74
4.2. Selon le caractère de la vente	75
4.3. Selon les modalités de paiement du prix	76
4.4. Les autres distinctions	76
§ 11 La formation du contrat	77
1. Les parties au contrat	77
2. La conclusion du contrat	78
2.1. En général	78
2.2. Les restrictions à la liberté contractuelle	79
§ 12 Les obligations du vendeur	80
1. Les obligations principales	80
1.1. En général	80
1.2. Les modalités d'exécution	81
2. Les autres obligations	83
2.1. En général	83
2.2. Le problème des frais	85
3. L'inexécution des obligations	85
3.1. Les règles générales	85
3.2. Les règles spéciales	86
4. La demeure du vendeur	86
4.1. En général	86
4.2. Le régime spécial des ventes commerciales	87
4.3. Le calcul des dommages-intérêts	88
4.3.1. En général	88
4.3.2. Dans les ventes commerciales	89
5. La garantie pour éviction	91
5.1. La notion	91
5.2. Les conditions de fond	92
5.3. Les conditions d'exercice et la prescription	93
5.4. Les effets	94
5.4.1. En cas d'éviction totale	94
5.4.2. En cas d'éviction partielle	95

Table des matières

§ 13 La garantie pour les défauts en particulier	96
1. Généralités	96
1.1. La notion	96
1.2. La réglementation légale	97
1.3. Quelques délimitations	98
2. Les conditions de fond	101
2.1. L'existence d'un défaut	101
2.1.1. La notion	101
2.1.2. Quelques applications	103
2.1.3. L'absence d'une qualité promise	105
2.1.4. L'absence d'une qualité attendue de bonne foi	106
2.2. Un défaut ignoré de l'acheteur	107
2.3. Un défaut non accepté par l'acheteur	108
3. Les conditions d'exercice et la prescription	108
3.1. Le respect des incombances	108
3.1.1. En général	108
3.1.2. La vérification de la chose	109
3.1.3. L'avis des défauts	110
3.1.4. Les particularités de la vente d'une chose expédiée d'un autre lieu	113
3.2. Le respect des délais de prescription	114
3.2.1. En général	114
3.2.2. Les délais	115
4. Les effets	116
4.1. En général	116
4.2. Le droit à la résolution du contrat	118
4.2.1. Le principe	118
4.2.2. Les conditions (d'exclusion) du droit	119
4.2.3. Les effets du droit	120
4.2.4. Un cas particulier: la vente d'un ensemble de choses	121
4.3. Le droit à la réduction du prix	122
4.3.1. Le principe	122
4.3.2. Les conditions (d'exclusion) du droit	122
4.3.3. Les effets du droit	123
4.4. Le droit au remplacement de la chose vendue	124
5. Les solutions conventionnelles	125
5.1. En général	125
5.2. La validité des clauses limitatives ou exclusives	126
5.3. Quelques clauses fréquentes	127
6. La réglementation particulière de la vente du bétail	129
§ 14 Les obligations de l'acheteur	130
1. En général	130
2. L'obligation de payer le prix	130
2.1. La notion	130
2.2. La fixation du prix	131
2.3. Les modalités de paiement	132
2.4. La garantie du prix	133
3. Les autres devoirs et obligations	134
3.1. En général	134
3.2. Le devoir d'accepter la chose	134

Table des matières

4. La demeure de l'acheteur	135
4.1. En général	135
4.2. Le régime de la demeure	136
4.3. Le calcul des dommages-intérêts	137
§ 15 Le transfert des risques et des profits	138
1. Le problème	138
2. La solution particulière du Code	139
3. Les conditions d'application de la solution	141
3.1. En général	141
3.2. Deux cas particuliers	142
 <i>Chapitre II</i>	
<i>Les particularités de la vente d'immeubles</i>	143
§ 16 La vente d'immeubles en général	144
1. Présentation générale	144
1.1. Les sources	144
1.2. La notion	146
2. La forme de la vente d'immeubles	146
2.1. En général	146
2.2. L'objet de la forme authentique	148
2.3. Les sanctions de l'inobservation de la forme	150
3. La garantie pour les défauts	152
3.1. En général	152
3.2. Les règles spéciales	153
4. Le transfert des risques dans la vente d'immeubles	154
5. Les institutions apparentées	155
5.1. Présentation générale	155
5.2. Les pactes d'emption et de réméré	156
5.2.1. Le pacte d'emption	156
5.2.2. Le régime	156
5.2.3. Le pacte de réméré	157
5.3. Le pacte de préemption	158
5.3.1. En général	158
5.3.2. Le régime	158
5.3.3. Les particularités liées à l'annotation du droit	160
§ 17 La vente d'immeubles agricoles	161
1. Présentation générale	162
1.1. Les sources	162
1.2. Le champ d'application de la LDFR	163
2. Le régime de l'autorisation	164
2.1. En général	164
2.2. Le principe	164
2.3. Les exceptions	166
2.4. La procédure	166
2.5. Les sanctions civiles	167
3. Les droits de préemption légaux	167
3.1. En général	167

3.2. L'objet du droit de préemption	167
3.3. Les bénéficiaires du droit et leur rang	168
3.4. L'exercice du droit de préemption	169
3.5. Les conséquences de l'exercice du droit	169
4. Les droits d'emption	170
§ 18 La vente d'immeubles à des personnes domiciliées à l'étranger.	171
1. Présentation générale	172
2. Les conditions d'assujettissement	173
2.1. Les conditions subjectives	173
2.1.1. Le principe	173
2.1.2. Les exceptions	174
2.2. Les conditions objectives	176
3. Les conditions de l'autorisation	176
3.1. Les motifs d'autorisation	176
3.2. Les motifs de refus	177
4. La procédure d'autorisation	177
4.1. La procédure devant l'autorité de première instance	177
4.2. Les voies de recours	178
5. Les conséquences civiles du régime	178
5.1. En général	178
5.2. Les effets de l'invalidité	180
5.3. L'action en rétablissement de l'état antérieur	181
5.3.1. Le système	181
5.3.2. Les conditions personnelles	181
5.3.3. Les conditions matérielles de l'action	182
5.3.4. Les effets de l'action	182
 <i>Chapitre III</i>	
<i>Les particularités de quelques ventes spéciales et de l'échange</i>	183
§ 19 Quelques ventes spéciales.	184
1. La vente aux enchères	184
1.1. Présentation générale	184
1.2. La formation du contrat	185
1.3. Les effets de la vente aux enchères	186
1.4. L'annulation des enchères	186
1.5. Le cas particulier de la vente aux enchères sur Internet	187
2. La vente sur échantillon	188
2.1. Présentation générale	188
2.2. Les effets	189
3. La vente à l'examen	190
3.1. Présentation générale	190
3.2. L'accomplissement de la condition	190
§ 20 L'échange	191
1. Présentation générale	191
2. Les règles sur la garantie	192

Chapitre IV

La vente internationale de marchandises

	193
§ 21 Présentation générale	194
1. Les sources	194
1.1. La Convention de Vienne	194
1.2. Les autres sources	195
2. Le champ d'application de la CVIM	195
2.1. La vente	196
2.2. La vente internationale	197
2.3. La vente de marchandises	197
2.4. L'autonomie des parties	198
3. L'interprétation et le comblement des lacunes	198
§ 22 La formation du contrat	199
1. La conclusion du contrat	199
1.1. L'offre	200
1.2. L'acceptation	201
2. La validité du contrat	202
§ 23 Les obligations du vendeur	202
1. La présentation des obligations	202
1.1. En général	202
1.2. L'obligation de livraison	203
1.3. L'obligation de remise des documents	204
1.4. L'obligation de conformité juridique	204
1.5. L'obligation de conformité matérielle	205
2. L'inexécution des obligations	206
2.1. En général	206
2.2. Le droit à l'exécution	208
2.3. Le droit au remplacement	209
2.4. Le droit à la réparation	209
2.5. Le droit à la réduction du prix	209
2.6. Le droit à la résolution du contrat	210
2.7. Le droit à des dommages-intérêts	211
3. Le cas particulier de la vente à livraisons successives	213
§ 24 Les obligations de l'acheteur	213
1. La présentation des obligations	214
1.1. En général	214
1.2. L'obligation de payer le prix	214
1.3. L'obligation de prendre livraison	215
2. L'inexécution des obligations	215
2.1. En général	215
2.2. Le droit aux dommages-intérêts	216
2.3. Le droit à l'exécution	216
2.4. Le droit de résolution	217
§ 25 Le transfert des risques	217
1. En général	217
2. Le principe	218
3. Le moment du transfert des risques	218

Chapitre V
La donation

	219
§ 26 Présentation générale	219
1. Les sources	219
2. La notion	220
2.1. La définition	220
2.2. Les éléments caractéristiques	221
2.2.1. Une attribution de biens	221
2.2.2. L'absence de contre-prestation	222
3. Les délimitations	223
3.1. Par rapport à la vente	223
3.2. Par rapport à d'autres contrats	224
§ 27 La formation du contrat	224
1. Les parties au contrat	224
1.1. Le donateur	224
1.2. Le donataire	224
2. La conclusion du contrat	224
2.1. L'échange des manifestations de volonté	225
2.2. La forme	225
2.2.1. La donation manuelle	226
2.2.2. La promesse de donner	226
3. Les autres conditions	227
4. Le cas particulier de la donation au décès	228
§ 28 Les effets de la donation	229
1. Les obligations du donateur	229
1.1. En général	229
1.2. L'inexécution de l'obligation	229
1.3. L'obligation de garantie	230
2. La révocation de la donation	230
2.1. Les cas de révocation	230
2.2. L'exercice du droit de révocation	231
3. Quelques modalités particulières	232
3.1. La donation conditionnelle	232
3.2. La donation avec charge	233
3.2.1. La notion	233
3.2.2. L'exécution de la charge	233
3.3. La donation avec droit de retour	234

Titre III Les contrats d'usage 235

Chapitre I
Le bail à loyer

§ 29 Présentation générale	237
1. Les sources	237
1.1. Le droit commun	237
1.2. Les fondements de la réglementation et leur évolution	238

Table des matières

1.3. Autres sources générales	238
1.4. Deux réglementations spéciales	241
2. La notion du bail	241
2.1. La définition	241
2.2. Les éléments du bail	242
2.2.1. La cession de l'usage d'une chose	242
2.2.2. Le loyer	243
3. Quelques délimitations	244
3.1. Par rapport à la vente	244
3.2. Par rapport aux « transactions couplées »	244
3.3. Par rapport aux contrats mixtes	246
3.4. Par rapport à l'usufruit et au droit d'habitation	246
3.5. Par rapport à l'usage illicite	246
4. Quelques distinctions	247
4.1. Bail immobilier et bail mobilier	247
4.2. Baux d'habitations et baux de locaux commerciaux	248
4.3. Bail de durée déterminée et bail de durée indéterminée	249
§ 30 La formation du contrat	249
1. Les parties au contrat	249
1.1. Le bailleur	249
1.2. Le locataire	250
2. La conclusion du contrat	252
§ 31 Les obligations du bailleur	253
1. Les obligations générales du bailleur	253
1.1. En général	253
1.1.1. Les règles légales	253
1.1.2. Les modifications conventionnelles	253
1.2. La délivrance de la chose	254
1.3. L'entretien de la chose	255
1.4. Le paiement des charges	256
1.5. L'obligation générale de sécurité	256
1.6. L'obligation de renseignement	257
2. La garantie pour les défauts	258
2.1. Généralités	258
2.2. Les conditions de fond	259
2.2.1. En général	259
2.2.2. L'existence d'un défaut	259
2.2.3. L'absence de renonciation du locataire	261
2.3. Les conditions d'exercice	261
2.4. Les effets de la garantie	262
2.4.1. En général	262
2.4.2. Le droit à la remise en état de la chose	262
2.4.3. Le droit à la réduction du loyer	263
2.4.4. Le droit à la résiliation	265
2.4.5. La prise en charge du procès contre un tiers	265
2.4.6. Le droit à des dommages-intérêts	266
2.4.7. Le droit de consigner le loyer	267
3. La rénovation et la modification de la chose louée par le bailleur	268

Table des matières

3.1. Le principe	268
3.2. Les conditions	269
§ 32 Les obligations du locataire.	270
1. Les obligations relatives à l'usage de la chose.	270
1.1. Généralités	270
1.2. Les modes d'usage	270
1.3. La sous-location.	272
1.3.1. Le problème	272
1.3.2. Le principe	273
1.3.3. Les effets	276
2. Le paiement du loyer	277
2.1. En général.	277
2.2. La fixation du loyer	279
2.3. L'exécution de l'obligation	279
2.4. Le problème de la compensation	280
2.5. La fourniture de sûretés	280
3. Le droit de rétention du bailleur de locaux commerciaux.	282
3.1. Généralités	282
3.2. La créance garantie	282
3.3. L'objet du droit de rétention	283
3.4. L'exercice du droit de rétention.	284
§ 33 La fin du contrat.	284
1. Les causes d'extinction du bail.	285
2. L'extinction ordinaire des contrats de durée déterminée.	286
2.1. Le principe	286
2.2. La reconduction.	286
3. L'extinction ordinaire des contrats de durée indéterminée.	286
3.1. Le principe	286
3.2. Les conditions de la résiliation	287
3.2.1. En général.	287
3.2.2. Les conditions matérielles	287
3.2.3. Les termes et délais de résiliation.	288
3.2.4. La forme	289
3.3. Le régime applicable au logement de la famille	290
4. Les causes extraordinaires de résiliation.	291
4.1. En général.	291
4.2. La violation du contrat par le locataire	292
4.2.1. En général.	292
4.2.2. Les conditions	292
4.2.3. Les effets	293
4.3. La demeure du locataire	293
4.3.1. En général.	293
4.3.2. Les conditions	293
4.3.3. Les effets	296
4.4. La faillite du locataire	297
4.4.1. En général.	297
4.4.2. Les conditions	297
4.4.3. Les effets	298

Table des matières

4.5. Les justes motifs de résiliation.....	298
4.5.1. En général.....	298
4.5.2. Le cas particulier de la location de choses mobilières	300
4.6. Le décès du locataire.....	300
5. L'impossibilité subséquente.....	301
6. La liquidation du bail.....	302
6.1. Les obligations du locataire.....	302
6.2. Les obligations du bailleur.....	304
6.3. La libération des sûretés.....	305
7. Le transfert du contrat et les institutions apparentées.....	305
7.1. Le transfert consécutif à l'aliénation de la chose.....	305
7.1.1. En général.....	305
7.1.2. Le principe: le transfert du contrat	306
7.1.3. L'exception: la résiliation anticipée du bail.....	307
7.2. Le transfert des baux commerciaux.....	309
7.2.1. Le principe.....	309
7.2.2. Les conditions.....	309
7.2.3. Les effets.....	310
7.3. L'attribution judiciaire du bail en cas de divorce.....	311
7.4. Le transfert ensuite de restitution anticipée de la chose.....	311
7.4.1. Le principe.....	311
7.4.2. Les conditions.....	311
7.4.3. Les effets.....	312

Chapitre II

La protection des locataires d'habitations et de locaux commerciaux 313

§ 34 Présentation générale..... 314

§ 35 La protection contre les prétentions abusives..... 314

1. Présentation générale..... 314

2. La fixation du loyer..... 316

2.1. Le critère du rendement net..... 316

2.2. Les autres critères..... 317

2.3. Les relations entre les critères de fixation du loyer..... 321

2.4. Les loyers variables..... 323

3. La communication du loyer..... 325

3.1. La communication du loyer initial..... 325

3.2. L'avis de majoration du loyer..... 326

4. La contestation du loyer..... 328

4.1. La contestation du loyer initial..... 328

4.2. La contestation de l'augmentation de loyer..... 330

4.3. La demande de réduction de loyer..... 331

4.4. La contestation et l'adaptation des loyers variables..... 333

5. La protection contre d'autres prétentions abusives..... 334

§ 36 La protection contre les congés..... 335

1. Présentation générale..... 335

2. L'annulation du congé..... 335

2.1. Généralités..... 335

Table des matières

2.1.1. Le principe	335
2.1.2. Le champ d'application	336
2.2. Les conditions personnelles et préalables	336
2.2.1. Les conditions personnelles	336
2.2.2. La condition préalable	337
2.3. Les motifs d'annulation	338
2.3.1. Les motifs généraux	338
2.3.2. Les motifs spéciaux	339
2.4. Les effets	342
3. La prolongation du bail	342
3.1. Généralités	342
3.1.1. Le principe	342
3.1.2. Le champ d'application	343
3.2. Les conditions générales	343
3.2.1. Les conditions personnelles	343
3.2.2. Les conditions matérielles	343
3.3. Les conditions négatives : les causes d'exclusion	344
3.4. La condition positive : les conséquences pénibles	345
3.5. Les effets	346
3.5.1. La demande de prolongation	346
3.5.2. La décision	346

Chapitre III

Le bail à ferme 348

§ 37 Le bail à ferme ordinaire	348
1. Présentation générale	348
1.1. Les sources légales	348
1.2. La notion	349
1.3. Quelques délimitations	350
1.3.1. Par rapport à la vente	350
1.3.2. Par rapport au bail à loyer	350
1.3.3. Par rapport à l'usufruit et au droit d'habitation	351
1.4. Quelques distinctions	351
2. La formation du contrat	352
3. Les obligations des parties	352
3.1. Les obligations du bailleur	352
3.2. Les obligations du fermier	352
3.2.1. L'usage de la chose	352
3.2.2. Le paiement du fermage	354
4. La fin du bail	355
4.1. Les causes d'extinction	355
4.2. La protection contre les congés	356
4.3. La liquidation du bail à ferme	356
§ 38 Le bail à ferme agricole	358
1. Présentation générale	358
1.1. Les sources légales	358
1.2. La notion	359
1.3. Le régime général	359

Table des matières

2. La formation du contrat	360
2.1. Les limitations du contrat	360
2.2. Le droit de préaffermage	360
2.3. L'adaptation du contrat	361
3. Les obligations du fermier	361
3.1. L'usage de la chose	361
3.1.1. L'obligation d'exploiter	361
3.1.2. L'obligation d'entretenir	361
3.2. Le paiement du fermage	362
4. La fin du contrat	363
4.1. Les causes d'extinction	363
4.1.1. Les causes ordinaires	363
4.1.2. Les causes extraordinaires	364
4.2. La prolongation du bail	365
4.3. La liquidation du bail	366

Chapitre IV

Le prêt et le crédit

§ 39 Le prêt à usage	367
1. Présentation générale	367
1.1. Les sources	367
1.2. La notion et la nature	368
1.3. Les éléments constitutifs	368
1.4. Quelques délimitations	369
2. La formation du contrat	370
3. Les obligations du prêteur	370
4. Les obligations de l'emprunteur	371
5. La fin du contrat	372
5.1. Les causes d'extinction	372
5.1.1. Les causes ordinaires	372
5.1.2. Les causes extraordinaires	372
5.2. La liquidation du contrat	373
§ 40 Le prêt de consommation	373
1. Présentation générale	374
1.1. Les sources	374
1.2. La notion et la nature	375
1.3. Quelques délimitations	376
2. La formation du contrat	377
2.1. Les parties au contrat	377
2.2. La conclusion du contrat	377
3. Les obligations du prêteur	378
4. Les obligations de l'emprunteur	378
4.1. L'obligation de remboursement	378
4.1.1. En général	378
4.1.2. Les garanties	379
4.1.3. La prescription	379

Table des matières

4.2. L'obligation (éventuelle) de payer des intérêts	380
4.2.1. En général	380
4.2.2. Le fondement de l'obligation	381
4.2.3. Les modalités	381
5. La fin du contrat	383
5.1. Les causes d'extinction	383
5.2. La liquidation du contrat	384
§ 41 Le crédit à la consommation	384
1. Présentation générale	385
1.1. Les sources	385
1.2. La notion et le champ d'application	387
1.2.1. Le crédit à la consommation	387
1.2.2. Les opérations exclues	389
2. La formation du contrat	390
2.1. Les parties au contrat	390
2.1.1. En général	390
2.1.2. Les mesures touchant à la capacité de contracter un crédit	391
2.2. La conclusion du contrat	393
2.2.1. En général	393
2.2.2. Le devoir particulier de renseignement	394
2.2.3. L'exigence de forme	395
2.2.4. L'interdiction de la publicité agressive	397
2.3. Le droit de révocation (ou de repentir)	397
3. Les droits et obligations des parties	399
3.1. En général	399
3.2. Le droit au remboursement anticipé	399
3.3. La protection des exceptions du consommateur en cas de cession	400
3.4. Le cas particulier du crédit servant à l'achat de biens ou de services	400
4. La demeure de l'emprunteur	401
4.1. En général	401
4.2. Les conséquences de la résiliation	401
 Titre IV Les contrats de travail	 403
<i>Chapitre I</i>	
<i>Le contrat individuel de travail</i>	<i>403</i>
§ 42 Présentation générale	405
1. Les sources	405
1.1. Le Code des obligations	405
1.1.1. Les règles applicables	405
1.1.2. La nature des règles	406
1.2. Les règles de droit public	407
1.2.1. La Loi sur le travail	407
1.2.2. Les autres textes	407
1.3. Les accords paritaires de droit collectif et autres sources	408
2. La notion et la nature	408
2.1. La définition	408
2.2. Les prestations caractéristiques	409

Table des matières

3. Quelques délimitations	410
4. Quelques distinctions.....	412
5. Les règles de procédure	413
§ 43 La formation du contrat	413
1. Les parties au contrat	413
2. La conclusion du contrat	414
2.1. L'accord des volontés	414
2.2. La forme du contrat	414
2.3. Les contrats entre proches	415
3. La nullité du contrat	416
3.1. Les cas de nullité	416
3.2. Les effets de la nullité	416
§ 44 Les obligations du travailleur	417
1. L'exécution du travail	417
1.1. L'exécution personnelle du travail	417
1.2. L'exécution conforme aux directives	417
1.3. L'exécution diligente	418
1.4. L'exécution conforme aux intérêts de l'employeur	418
1.4.1. L'obligation de rendre compte et de restituer	418
1.4.2. L'obligation d'exécuter des heures supplémentaires	419
2. Le devoir de fidélité	421
2.1. En général	421
2.2. L'interdiction du travail concurrent	421
2.3. L'interdiction de divulguer des secrets	422
3. La sanction des violations	423
3.1. La responsabilité du travailleur	423
3.2. La mesure de la diligence	424
3.3. L'indemnisation de l'employeur	424
§ 45 Les obligations de l'employeur	425
1. Le paiement du salaire	425
1.1. En général	425
1.2. Le salaire proprement dit	426
1.2.1. Le salaire périodique	426
1.2.2. Le salaire à la pièce ou à la tâche	428
1.3. Quelques modalités particulières de rémunération	429
1.3.1. La participation au résultat	429
1.3.2. La provision	430
1.3.3. La gratification	431
1.4. Le paiement du salaire	432
1.4.1. Les termes et délais d'exécution	432
1.4.2. Les retenues sur le montant du salaire	434
1.4.3. Les modes d'exécution	434
1.5. La situation en cas d'empêchement de travailler	436
1.5.1. L'empêchement dû à l'employeur	436
1.5.2. L'empêchement dû au travailleur	437
2. Les instruments de travail, matériaux et frais	439
2.1. La mise à disposition des instruments et matériaux	439
2.2. Le remboursement des frais	439

Table des matières

3. La protection de la personnalité du travailleur	440
3.1. La protection générale	440
3.2. La protection en communauté domestique	442
3.3. La protection des données personnelles	443
4. L'octroi de congés et de vacances	444
4.1. Généralités	444
4.2. L'octroi de congés	444
4.3. L'octroi de vacances	445
4.4. Le congé-jeunesse	447
4.5. Le congé maternité	447
4.6. Les autres congés	448
5. Les obligations sociales (renvoi)	449
6. Les autres obligations	449
6.1. L'obligation de fournir une sûreté	449
6.2. L'obligation de remettre un certificat	450
6.3. L'obligation d'informer le travailleur sur ses conditions de travail	451
7. Le régime particulier de la propriété immatérielle	451
7.1. Généralités	451
7.2. Le droit aux inventions et aux designs	452
7.3. Le droit d'auteur	452
§ 46 La fin du contrat	453
1. Les causes ordinaires d'extinction	453
1.1. L'extinction des contrats de durée déterminée	453
1.2. L'extinction des contrats de durée indéterminée	455
1.2.1. Le principe	455
1.2.2. Le mode de résiliation	455
1.2.3. Les délais et termes de résiliation	455
1.2.4. Le cas particulier de la période d'essai	457
1.2.5. Les périodes exclues	458
1.2.6. La protection contre les congés abusifs	460
1.3. Le licenciement collectif	464
1.3.1. En général	464
1.3.2. La protection	465
1.3.3. Le plan social	466
2. Les causes extraordinaires d'extinction	466
2.1. La résiliation pour justes motifs	466
2.1.1. Les conditions	466
2.1.2. Les effets d'une résiliation justifiée	471
2.1.3. Les effets d'une résiliation injustifiée par l'employeur	471
2.1.4. Les effets de la résiliation injustifiée par le travailleur	473
2.2. Le décès d'une partie	473
2.2.1. Le décès du travailleur	473
2.2.2. Le décès de l'employeur	474
2.3. D'autres motifs ?	474
3. La liquidation du contrat	474
3.1. En général	474
3.2. L'exigibilité des créances	475
3.2.1. Le principe	475
3.2.2. Les exceptions	475

Table des matières

3.3. L'obligation de restitution	476
3.4. L'indemnité à raison de longs rapports de travail	476
4. La clause de prohibition de concurrence	477
4.1. En général	477
4.2. Les conditions de validité de la clause	478
4.3. L'étendue de la prohibition	480
4.4. Les effets de la violation de la clause	481
4.4.1. L'action en exécution	481
4.4.2. La réparation du préjudice	481
4.4.3. Le paiement d'une peine conventionnelle	482
4.5. La fin de la prohibition	482
5. Le cas particulier du transfert des rapports de travail	483
5.1. Le problème	483
5.2. Le système	484
5.3. Les effets du transfert	485
5.3.1. La reprise du contrat	485
5.3.2. La solidarité entre l'ancien et le nouvel employeur	486

Chapitre II

Quelques contrats de travail spéciaux

§ 47 Le contrat d'apprentissage	487
1. Présentation générale	487
1.1. Les sources	487
1.2. La notion	488
2. La formation du contrat	489
2.1. Les parties au contrat	489
2.2. La conclusion du contrat	489
2.3. Le contenu du contrat	489
3. Les obligations de la personne en formation	490
4. Les obligations de l'employeur	490
5. La fin du contrat	491
5.1. Les causes d'extinction	491
5.2. La liquidation du contrat	492
§ 48 Le contrat d'engagement des voyageurs de commerce	492
1. Présentation générale	492
1.1. Les sources	492
1.2. La notion	493
2. La formation du contrat	494
2.1. Les parties au contrat	494
2.2. La conclusion du contrat	494
3. Les obligations du voyageur	495
3.1. En général	495
3.2. L'obligation éventuelle de garantie	495
3.3. Les pouvoirs de représentation	496
4. Les obligations de l'employeur	496
4.1. En général	496
4.2. Le respect de l'exclusivité	497

Table des matières

4.3. Le paiement de la rémunération.....	497
4.4. Les autres obligations pécuniaires.....	498
5. La fin du contrat.....	499
5.1. Les délais spéciaux de résiliation.....	499
5.2. La liquidation du contrat.....	500
§ 49 Le contrat de travail à domicile.....	501
1. Présentation générale.....	501
1.1. Les sources.....	501
1.2. La notion.....	501
2. La formation du contrat.....	502
2.1. Les parties au contrat.....	502
2.2. La conclusion du contrat.....	502
3. Les obligations du travailleur.....	503
3.1. Le respect des délais.....	503
3.2. L'utilisation du matériel et des instruments.....	503
3.3. La responsabilité pour les défauts.....	503
4. Les obligations de l'employeur.....	504
4.1. En général.....	504
4.2. Le paiement du salaire.....	504
4.3. Les autres obligations pécuniaires.....	505
5. La fin du contrat.....	505
 <i>Chapitre III</i>	
<i>La convention collective et le contrat-type de travail</i>	506
§ 50 La convention collective de travail.....	506
1. Présentation générale.....	506
1.1. Les sources.....	506
1.2. La notion.....	507
2. L'adoption de la convention.....	507
2.1. Les parties à la convention.....	507
2.2. La conclusion de la convention.....	508
3. Le contenu de la convention.....	508
3.1. L'objet des clauses.....	508
3.2. L'admissibilité des clauses.....	509
4. L'application de la convention.....	510
4.1. En général.....	510
4.2. La soumission volontaire.....	510
4.3. L'extension du champ d'application.....	511
5. Les effets de la convention.....	512
5.1. Les effets entre employeurs et travailleurs.....	512
5.2. Les effets entre les parties contractantes.....	513
6. La fin de la convention.....	514
6.1. En général.....	514
6.2. La révocation de la soumission.....	514
§ 51 Le contrat-type de travail.....	515
1. Présentation générale.....	515
1.1. Les sources.....	515

Table des matières

1.2. La notion.....	515
2. L'adoption du contrat-type.....	516
3. Les effets des contrats-types.....	516
4. Les salaires minimaux.....	516
Titre V Les contrats (de service) de résultat	519
<i>Chapitre I</i>	
<i>Le contrat d'entreprise</i>	519
§ 52 Présentation générale	523
1. Les sources.....	523
1.1. Les sources légales.....	523
1.2. Les sources conventionnelles.....	526
1.2.1. La Norme SIA-118.....	526
1.2.2. Les normes « techniques ».....	529
1.2.3. Les normes internationales.....	529
1.2.4. Les autres normes.....	530
2. La notion.....	530
3. L'élément caractéristique.....	532
3.1. La notion de l'ouvrage.....	532
3.2. Quelques applications.....	533
3.3. L'obligation de résultat.....	535
4. Quelques délimitations.....	536
4.1. Par rapport au contrat de vente.....	536
4.2. Par rapport au contrat de bail.....	538
4.3. Par rapport au contrat de travail.....	539
4.4. Par rapport à quelques autres contrats typiques.....	540
4.4.1. Le contrat d'entretien.....	540
4.4.2. Le contrat de spectacle.....	540
4.4.3. Le contrat de restauration.....	542
4.4.4. Les contrats de niveau de service.....	542
5. Quelques distinctions.....	542
5.1. En général.....	542
5.2. Dans la construction.....	543
5.2.1. Le contrat de construction.....	543
5.2.2. L'entreprise générale.....	544
5.2.3. L'entreprise totale.....	545
5.2.4. La sous-traitance.....	546
5.2.5. Les contrats d'entreprise d'investissement.....	549
§ 53 La formation du contrat	550
1. Les parties au contrat.....	550
1.1. Le maître de l'ouvrage.....	550
1.1.1. En général.....	550
1.1.2. Les collectivités publiques.....	551
1.2. L'entrepreneur.....	552
2. La conclusion du contrat.....	552
2.1. En général.....	552

Table des matières

2.2. La conclusion par appel d'offres	553
2.3. Les marchés publics	556
3. La validité du contrat	559
3.1. La forme du contrat	559
3.2. La conformité de l'objet	560
4. La modification du contrat	561
§ 54 Les obligations de l'entrepreneur	562
1. L'obligation d'exécuter l'ouvrage	563
1.1. En général	563
1.2. L'exécution personnelle	563
1.3. La mise à disposition des instruments	565
1.4. La fourniture de la matière	565
1.5. Le respect des délais	566
2. L'obligation de livrer l'ouvrage	568
2.1. En général	568
2.2. La réception	569
2.3. Les modalités de la réception	570
3. L'obligation de diligence	571
3.1. En général	571
3.2. Les devoirs d'avis	572
4. L'inexécution des obligations	573
4.1. En général	573
4.2. Les droits anticipés	574
§ 55 La garantie pour les défauts en particulier	577
1. En général	578
2. Les conditions de fond	579
2.1. L'existence d'un défaut	580
2.2. Un défaut non imputable au maître	583
2.3. Un ouvrage non accepté par le maître	584
3. Les conditions d'exercice et la prescription	585
3.1. Le respect des incombances	585
3.1.1. En général	585
3.1.2. La vérification de l'ouvrage	586
3.1.3. L'avis des défauts	587
3.2. Le respect des délais de prescription	593
3.2.1. En général	593
3.2.2. Les délais	594
4. Les effets du droit	597
4.1. En général	597
4.2. Le droit à la réfection de l'ouvrage	598
4.2.1. En général	598
4.2.2. Les conditions spécifiques	600
4.2.3. La situation en cas d'exécution personnelle de l'obligation par l'entrepreneur	601
4.2.4. La situation en cas d'inexécution de l'obligation par l'entrepreneur	602
4.3. Le droit à la réduction du prix	604
4.3.1. En général	604
4.3.2. Les conditions spécifiques	605

Table des matières

4.3.3. La conséquence	606
4.4. Le droit à la résolution du contrat	607
4.4.1. En général.....	607
4.4.2. Les conditions spécifiques	607
4.4.3. La conséquence	608
4.5. Le droit à la réparation du préjudice consécutif au défaut.....	609
4.5.1. En général.....	609
4.5.2. Les conditions spécifiques du droit et le délai de prescription	610
4.5.3. Les effets du droit	611
5. Le problème de la cession des droits	612
§ 56 Les obligations du maître.....	614
1. En général.....	614
2. Les prix fermes	616
2.1. La notion.....	616
2.2. Les espèces	616
2.2.1. Les prix totaux.....	616
2.2.2. Les prix unitaires.....	617
2.3. Le principe général	619
2.4. La correction des prix fermes	621
2.4.1. Le principe	621
2.4.2. Les conditions	622
2.4.3. Les conséquences.....	625
2.4.4. Les solutions contractuelles.....	625
3. Les prix effectifs.....	626
3.1. En général.....	626
3.2. La détermination du prix.....	627
3.3. Le devis approximatif ou estimatif.....	628
3.3.1. La notion.....	628
3.3.2. Les conditions	629
3.3.3. Les conséquences.....	630
3.4. Autres limitations	633
4. L'exécution du paiement	633
4.1. L'exigibilité	633
4.2. La prescription.....	635
4.3. Les garanties.....	635
4.3.1. Les garanties accordées à l'entrepreneur.....	635
4.3.2. Les garanties reconnues au maître	637
5. Les autres devoirs du maître	638
§ 57 La répartition des risques	639
1. Généralités.....	639
2. Le cas fortuit	640
2.1. En général.....	640
2.2. Les conditions	640
2.3. La conséquence	641
3. Certains faits imputables au maître.....	642
3.1. En général.....	642
3.2. Les conditions	642
3.3. Les conséquences.....	643

Table des matières

§ 58 La fin du contrat	644
1. Généralités	644
2. Le droit de résiliation du maître	645
2.1. En général	645
2.2. Les conditions	646
2.3. Les conséquences	647
3. L'impossibilité	649
3.1. Le fait du maître	650
3.2. Le fait de l'entrepreneur	651
4. Le droit de résiliation de l'entrepreneur pour justes motifs	652
 <i>Chapitre II</i>	
<i>Le contrat d'édition</i>	653
§ 59 (unique)	653
1. Présentation générale	654
1.1. Les sources	654
1.2. La notion	655
1.3. Quelques délimitations	656
2. La formation du contrat	658
2.1. Les parties	658
2.2. La conclusion du contrat	659
3. Les obligations de l'auteur ou des ayants cause	659
4. Les obligations de l'éditeur	661
4.1. La reproduction et la diffusion de l'œuvre	661
4.2. Le versement (éventuel) d'honoraires	663
4.2.1. Le principe	663
4.2.2. Les modalités	663
5. La fin du contrat	664
 Titre VI Les contrats (de service) de moyens	667
 <i>Chapitre I</i>	
<i>Le mandat en général</i>	667
§ 60 Présentation générale	676
1. Les sources	676
1.1. Les dispositions du Code	676
1.2. L'origine des règles	676
1.3. Les conceptions de base	677
1.4. Les autres sources	678
2. La notion du mandat	680
2.1. La définition	680
2.2. Les éléments caractéristiques	681
2.2.1. La prestation de service	681
2.2.2. La subsidiarité de la réglementation	683
3. Quelques délimitations	685
3.1. Par rapport au contrat de travail	685

Table des matières

3.1.1. En général.....	685
3.1.2. Quelques applications.....	686
3.2. Par rapport au contrat d'entreprise	687
3.2.1. En général.....	687
3.2.2. La portée de la distinction.....	688
4. Quelques distinctions.....	689
§ 61 La formation du contrat.....	690
1. Les parties au contrat.....	690
2. Les négociations	692
3. La conclusion du contrat.....	694
3.1. En général.....	694
3.2. L'acceptation du mandat.....	696
§ 62 Les obligations du mandataire	698
1. L'obligation de rendre le service.....	698
1.1. En général.....	698
1.2. Les pouvoirs de représentation.....	699
1.3. L'exécution personnelle et la substitution.....	701
1.3.1. Le principe	701
1.3.2. La substitution	702
2. L'obligation de diligence	706
2.1. Le principe	706
2.1.1. En général.....	706
2.1.2. Quelques applications.....	707
2.2. Le rôle des instructions	709
3. L'obligation de fidélité	711
3.1. Le principe	711
3.1.1. En général.....	711
3.1.2. Quelques applications.....	711
3.2. Le devoir de secret et de discrétion	714
4. Les autres obligations.....	715
4.1. Le devoir de rendre compte.....	715
4.2. Le devoir de restituer	718
4.2.1. En général.....	718
4.2.2. Le transfert des droits (le privilège de l'art. 401).....	721
4.3. Le devoir d'informer l'autorité de protection de l'adulte	724
5. La responsabilité du mandataire	725
5.1. En général.....	725
5.2. La responsabilité personnelle	726
5.3. La responsabilité pour les tiers	729
5.4. L'exercice de l'action	729
5.5. Les conventions exclusives ou limitatives de responsabilité	730
§ 63 Les obligations du mandant	731
1. En général.....	731
2. Le remboursement des impenses.....	731
3. La libération des obligations.....	734
4. La réparation du dommage.....	734
5. Le paiement des honoraires	736
5.1. Le principe	736

Table des matières

5.2. Le montant de la rémunération	739
5.3. Les modalités de paiement	741
§ 64 La fin du contrat	743
1. En général	743
2. La résiliation en tout temps	744
2.1. La solution traditionnelle	744
2.2. La critique de la solution traditionnelle	748
2.3. La nature et l'exercice du droit	751
3. Les autres causes d'extinction	752
4. La liquidation du contrat	754
§ 65 Aperçu de quelques « mandats » typiques	755
1. Les contrats du domaine technique (architectes et ingénieurs)	755
1.1. Présentation générale	756
1.1.1. Les notions	756
1.1.2. Les sources	757
1.1.3. La qualification des contrats	758
1.2. La formation du contrat	761
1.2.1. Les parties	761
1.2.2. La conclusion du contrat	761
1.3. Les obligations de l'architecte/ingénieur	762
1.3.1. En général	762
1.3.2. Le régime de l'inexécution	763
1.4. Les obligations du mandant	765
1.5. La fin du contrat	766
2. Les contrats « médicaux »	766
2.1. Présentation générale	767
2.1.1. Les notions	767
2.1.2. Les sources	768
2.2. La formation du contrat	768
2.2.1. Les parties	768
2.2.2. La conclusion du contrat	769
2.3. Les obligations du médecin	770
2.3.1. En général	770
2.3.2. L'inexécution des obligations	773
2.4. Les obligations du patient	774
2.5. La fin du contrat	775
3. Les contrats du domaine juridique (avocats et notaires)	775
3.1. Présentation générale	775
3.1.1. Les notions	775
3.1.2. Les sources	777
3.2. La formation du contrat	778
3.2.1. Les parties	778
3.2.2. La conclusion du contrat	779
3.3. Les obligations du mandataire	779
3.3.1. En général	779
3.3.2. L'inexécution des obligations	782
3.4. Les obligations du client	785
3.5. La fin du contrat	786
4. Autres contrats	787

Chapitre II

Les mandats spéciaux

	792
§ 66 Le contrat d'agence matrimoniale	792
1. Présentation générale	793
1.1. Les sources	793
1.2. La notion et la nature	794
2. La formation du contrat	796
2.1. Les parties	796
2.2. La conclusion du contrat	797
3. Les obligations du mandataire	799
4. Les obligations du mandant	800
5. La fin du contrat	801
§ 67 La lettre et l'ordre de crédit	802
1. La lettre de crédit	802
1.1. Présentation générale	802
1.2. La formation du contrat	804
1.3. Les effets du contrat	804
2. L'ordre de crédit	805
2.1. Présentation générale	805
2.2. La formation du contrat	806
2.3. Les effets du contrat	807
§ 68 Le contrat de courtage	808
1. Présentation générale	809
1.1. Les sources	809
1.2. La notion	811
1.3. Quelques délimitations	812
2. La formation du contrat	813
2.1. Les éléments essentiels du contrat	813
2.2. Les particularités liées à la conclusion du contrat	814
3. Les obligations du courtier	815
3.1. L'absence d'obligation d'agir	815
3.2. L'obligation de diligence et de fidélité	816
3.3. L'exécution personnelle	818
3.4. La violation des obligations du courtier	818
4. Les obligations du mandant	818
4.1. En général	818
4.2. Le paiement de la commission	820
4.2.1. Les conditions	820
4.2.2. Les effets	824
4.3. La réduction du salaire excessif	825
4.3.1. Le but de la norme	825
4.3.2. Les conditions de la réduction	825
4.3.3. L'application en matière immobilière	827
5. La fin du contrat	827
§ 69 Le contrat d'agence	828
1. Présentation générale	829

Table des matières

1.1. Les sources légales	829
1.2. La notion	832
1.3. Quelques distinctions	834
1.4. Quelques délimitations	835
2. La formation du contrat	836
2.1. Les parties au contrat	836
2.2. La conclusion du contrat	837
3. Les obligations de l'agent	838
3.1. L'obligation de diligence et de fidélité	838
3.2. La promesse complémentaire de garantie	841
3.3. Les pouvoirs de représentation	842
3.4. Les autres obligations	843
4. Les obligations du mandant	844
4.1. Le devoir général de fidélité	844
4.2. Le paiement de la provision	845
4.2.1. Le principe	845
4.2.2. Les conditions du droit	846
4.2.3. Les modalités de paiement	848
4.3. Les autres obligations pécuniaires	850
5. La fin du contrat	852
5.1. Les causes ordinaires d'extinction	852
5.2. Les causes extraordinaires d'extinction	853
5.3. La liquidation du contrat et l'indemnité de clientèle	855
§ 70 Le contrat de commission	859
1. Présentation générale	860
1.1. Les sources	860
1.2. La notion	861
1.3. Quelques délimitations	863
1.4. Quelques applications	863
2. La formation du contrat	864
3. Les obligations du commissionnaire	864
3.1. L'obligation de diligence	864
3.2. L'obligation de fidélité	865
3.3. L'obligation (éventuelle) de garantie	868
3.4. L'obligation de transférer les biens et les droits	869
3.5. La responsabilité du commissionnaire	870
4. Les obligations du commettant	871
5. La fin du contrat	873
6. Le cas particulier de la commission-expédition	873
 <i>Chapitre III</i>	
<i>Quelques institutions apparentées au mandat</i>	874
§ 71 La gestion d'affaires	874
1. Présentation générale	875
1.1. La notion générale et les sources	875
1.2. Quelques distinctions	876
1.3. Quelques délimitations	878

Table des matières

2.	La gestion d'affaires parfaite	881
2.1.	En général	881
2.2.	Les conditions	882
2.2.1.	En général	882
2.2.2.	Deux questions particulières	885
2.3.	Les obligations du gérant	887
2.3.1.	En général	887
2.3.2.	La responsabilité du gérant	889
2.4.	Les obligations du maître	890
2.5.	Le cas particulier de la gestion d'affaires irrégulière	893
2.5.1.	Le problème	893
2.5.2.	En cas de ratification par le maître	893
2.5.3.	En l'absence de ratification par le maître	894
3.	La gestion d'affaires imparfaite	896
3.1.	Présentation générale	896
3.2.	Les applications principales	896
3.3.	Les conditions et la prescription	898
3.4.	Les effets	900
3.5.	La gestion d'affaires imparfaite de bonne foi	904
§ 72	La représentation commerciale	905
1.	Présentation générale	905
1.1.	Les sources	905
1.2.	Les notions	907
1.3.	Les distinctions	908
2.	L'octroi des pouvoirs	909
2.1.	La constitution	909
2.2.	L'inscription des pouvoirs du fondé de procuration	910
2.3.	La protection du tiers de bonne foi	910
3.	L'étendue des pouvoirs	911
3.1.	Le fondé de procuration	911
3.1.1.	En général	911
3.1.2.	Les restrictions légales	912
3.1.3.	Les autres restrictions	913
3.2.	Le mandataire commercial	914
4.	L'extinction des pouvoirs	915
4.1.	Les causes d'extinction	915
4.2.	Les effets de l'extinction	916
5.	La prohibition de faire concurrence	916
5.1.	La portée	916
5.2.	Les conséquences de la violation	917
§ 73	L'assignation	919
1.	Présentation générale	919
1.1.	Les sources	919
1.2.	La notion	920
1.3.	La nature juridique	921
1.4.	Quelques délimitations	922
1.5.	Quelques applications	924
2.	Les rapports entre l'assignant et l'assigné	925
2.1.	En général	925

2.2. Les effets	926
3. Les rapports entre l'assignant et l'assignataire	928
3.1. En général	928
3.2. Les effets	930
4. Les rapports entre l'assigné et l'assignataire	932
4.1. En général	932
4.2. Les effets de l'acceptation	932
5. La restitution en cas de défaut	935
5.1. Le défaut dans le rapport de couverture et/ou de valeur	935
5.2. Le défaut dans l'assignation	936
6. Deux applications particulières	937
6.1. Le virement bancaire	937
6.2. L'accréditif (crédit documentaire)	940
Titre VII Les contrats de transport, de voyage et de dépôt	945
§ 74 Les contrats de transport	945
1. Présentation générale	947
1.1. Les sources	947
1.1.1. Les règles de droit international	948
1.1.2. Les règles internes de droit privé	951
1.1.3. Les règles internes de droit public	953
1.2. La notion	956
1.3. Quelques délimitations	957
1.3.1. Par rapport aux contrats contenant une obligation accessoire de transport	957
1.3.2. Par rapport au commissionnaire-expéditeur	958
1.3.3. Par rapport au contrat d'affrètement	958
1.3.4. Par rapport à la location d'un moyen de transport	959
1.3.5. Par rapport au contrat de logistique	959
2. La formation du contrat	960
2.1. Les parties au contrat	960
2.2. La conclusion du contrat	960
3. Les obligations de l'expéditeur	962
3.1. En général	962
3.2. La préparation du transport	962
3.3. Le paiement de la rémunération	964
4. Les obligations du voiturier	965
4.1. En général	965
4.2. Le transport de la chose	965
4.3. La livraison des objets au destinataire	966
4.4. La responsabilité du voiturier	968
4.4.1. En général	968
4.4.2. Les conditions de fond	969
4.4.3. Les conditions d'exercice et la prescription	970
4.4.4. Les effets	971
5. La fin du contrat	972
5.1. En général	972

Table des matières

5.2. La résiliation par l'expéditeur	973
5.3. La résiliation par le voiturier	974
6. Les particularités du transport de personnes	974
6.1. En général	974
6.2. Le transport routier privé en Suisse	976
§ 75 Le contrat de voyage à forfait	978
1. Présentation générale	979
1.1. Les sources	979
1.2. La notion	980
1.3. Les contrats exclus de la loi	981
1.4. Quelques délimitations	981
2. La formation du contrat	982
2.1. Les parties	982
2.1.1. L'organisateur et le détaillant	982
2.1.2. Le consommateur	983
2.2. La conclusion du contrat	984
2.2.1. Les relations précontractuelles	985
2.2.2. Le contenu du contrat	986
2.3. La modification du contrat	987
2.3.1. En général	987
2.3.2. Le cas particulier de la hausse de prix	988
3. Les obligations de l'organisateur	988
3.1. En général	988
3.2. L'inexécution et l'exécution imparfaite du contrat	989
3.2.1. L'inexécution du contrat	989
3.2.2. L'exécution imparfaite du contrat	990
3.2.3. La réparation du dommage	992
4. La fin du contrat	995
§ 76 Le contrat de dépôt ordinaire	996
1. Présentation générale	997
1.1. Les sources	997
1.2. La notion et la nature	998
1.3. Quelques délimitations	999
1.3.1. Par rapport au devoir accessoire de garde compris dans d'autres contrats	999
1.3.2. Par rapport au contrat de bail	1000
1.3.3. Par rapport au contrat de prêt à usage	1001
1.3.4. Par rapport au contrat de mandat	1001
1.3.5. Par rapport au gage	1002
1.4. Quelques applications typiques	1002
1.5. Le cas particulier de la consignation	1003
2. La formation du contrat	1005
2.1. Les parties	1005
2.2. La conclusion du contrat	1006
3. Les obligations du dépositaire	1006
3.1. L'obligation de conserver la chose	1006
3.2. L'interdiction de l'usage personnel	1007
3.3. L'obligation de restituer la chose	1008

Table des matières

3.4. La responsabilité du dépositaire	1010
4. Les obligations du déposant	1010
4.1. En général	1010
4.2. Le paiement éventuel d'une rémunération	1011
5. La fin du contrat	1012
§ 77 Les dépôts spéciaux	1013
1. Le dépôt irrégulier	1013
1.1. Présentation générale	1013
1.1.1. La notion et les sources	1013
1.1.2. Quelques délimitations	1014
1.2. La réglementation	1015
1.2.1. La formation du contrat	1015
1.2.2. Les obligations du dépositaire	1015
1.2.3. La fin du contrat	1015
2. Le contrat d'entrepôt	1016
2.1. Présentation générale	1016
2.2. La réglementation	1017
2.2.1. La formation du contrat	1017
2.2.2. Les obligations de l'entrepositaire	1018
2.2.3. Les obligations de l'entreposant	1019
2.2.4. La fin du contrat	1019
3. Le dépôt d'hôtellerie	1019
3.1. Présentation générale	1020
3.2. La responsabilité de l'hôtelier	1021
3.2.1. Les conditions générales	1021
3.2.2. Les conditions d'exercice et la prescription	1023
3.3. Le droit de rétention	1023
 Titre VIII Les contrats de sûreté	 1025
<i>Chapitre I</i>	
<i>Le cautionnement</i>	1026
§ 78 Présentation générale	1027
1. Les sources	1027
2. La notion	1029
3. Les éléments constitutifs	1030
4. Quelques délimitations	1032
4.1. Par rapport aux accords entre la caution et le débiteur	1032
4.2. Par rapport aux autres formes de sûretés personnelles	1033
5. Quelques applications	1035
6. Quelques distinctions	1036
6.1. Le cautionnement individuel	1036
6.1.1. Le cautionnement simple	1036
6.1.2. Le cautionnement solidaire	1037
6.2. Le cautionnement plural	1038

§ 79 La formation du contrat	1039
1. Les parties au contrat	1039
1.1. En général	1039
1.2. La situation des personnes mariées ou en partenariat enregistré	1040
1.2.1. Le champ d'application	1040
1.2.2. Les cas où le consentement est nécessaire	1041
1.2.3. Le mode de consentement	1042
2. La conclusion du contrat	1042
2.1. L'objet du contrat	1042
2.2. La validité du contrat	1044
2.2.1. En général	1044
2.2.2. Le cas particulier du cautionnement conjoint	1046
2.3. La forme du contrat	1046
2.3.1. En général	1046
2.3.2. L'objet de la forme	1047
2.3.3. Les diverses formes du cautionnement	1049
2.3.4. Quelques prescriptions spéciales	1050
3. Les particularités du cautionnement conjoint	1051
§ 80 Les obligations de la caution	1051
1. Le principe	1051
1.1. Le cautionnement simple	1051
1.1.1. Le bénéfice de discussion personnelle	1052
1.1.2. Le bénéfice de discussion réelle	1053
1.2. Le cautionnement solidaire	1053
2. L'étendue de l'obligation	1054
2.1. Quant au montant	1054
2.1.1. Le principe	1054
2.1.2. La réduction légale de la garantie	1055
2.2. Quant aux dettes garanties	1055
2.2.1. La dette principale	1056
2.2.2. Les dettes accessoires	1057
3. Les conditions de l'obligation	1058
3.1. Les conditions relatives à l'obligation principale	1058
3.1.1. L'existence d'une dette non sujette à exception	1058
3.1.2. L'exigibilité de la dette principale	1060
3.2. Les conditions relatives au cautionnement	1060
3.2.1. L'existence d'une dette non sujette à exception	1060
3.2.2. L'exigibilité de la dette accessoire	1061
4. Les devoirs du créancier	1062
4.1. En général	1062
4.2. Le devoir d'accepter le paiement	1063
4.3. Le devoir de sauvegarder les sûretés	1063
4.4. Le devoir de délivrer les sûretés et les justificatifs utiles à la caution	1065
4.5. Les devoirs d'information et autres	1066
5. Les particularités du cautionnement conjoint	1067
5.1. Les effets du cautionnement simple	1067
5.2. Les effets des cautionnements solidaires	1067
5.2.1. Avec le débiteur	1067
5.2.2. Entre les cautions	1068

Table des matières

§ 81 Les droits de recours de la caution.	1068
1. Le recours contre le débiteur	1069
1.1. En général	1069
1.1.1. Les recours et leurs fondements	1069
1.1.2. Les autres droits	1070
1.2. Les conditions du recours	1071
1.3. Les effets du recours	1071
1.4. La perte du droit de recours	1072
2. Le recours contre d'autres personnes	1073
2.1. Le recours contre les autres cautions	1073
2.1.1. Contre les cautions conjointes simples	1073
2.1.2. Contre les cautions conjointes solidaires	1074
2.1.3. Contre les cautions indépendantes	1074
2.2. Les rapports avec le tiers constituant du gage	1075
§ 82 La fin du contrat	1075
1. Les causes affectant la dette principale	1075
1.1. Le principe	1075
1.2. Deux cas particuliers	1076
2. Les causes propres au cautionnement	1077
2.1. La confusion des qualités de débiteur et de caution	1077
2.2. L'extinction du cautionnement de durée déterminée	1077
2.3. L'extinction du cautionnement de durée indéterminée	1078
2.4. La résolution du contrat	1079
2.5. L'extinction par suite de l'expiration du délai légal	1080
 <i>Chapitre II</i>	
<i>Les autres contrats de sûreté</i>	1081
§ 83 (unique)	1081
1. La promesse de porte-fort (ou garantie)	1081
1.1. Présentation générale	1082
1.1.1. La notion	1082
1.1.2. Les sources	1084
1.1.3. Quelques délimitations	1084
1.1.4. Quelques distinctions	1084
1.2. Le régime	1085
1.2.1. La formation du contrat	1085
1.2.2. L'exécution	1086
1.2.3. L'extinction	1087
2. La garantie bancaire	1087
2.1. Présentation générale	1087
2.1.1. Les sources	1087
2.1.2. La notion	1088
2.1.3. Quelques délimitations	1090
2.1.4. Quelques applications	1094
2.2. Le régime général	1096
2.2.1. La formation du contrat	1096
2.2.2. Les obligations du garant	1096
2.2.3. L'appel abusif à la garantie	1097
2.2.4. La fin de la garantie	1099

Titre IX Le contrat d'assurance	1101
<i>Chapitre I</i>	
<i>Présentation générale</i>	1103
§ 84 Les sources	1103
1. Les sources de droit privé	1103
1.1. La LF du 2 avril 1908 sur le contrat d'assurance (LCA)	1104
1.1.1. La structure et l'historique	1104
1.1.2. Le champ d'application	1105
1.1.3. La nature des règles	1106
1.1.4. Les dispositions spéciales	1107
1.2. Les dispositions du Code civil et du Code des obligations	1107
1.3. Les régimes d'assurance responsabilité civile obligatoire	1108
1.4. Les sources conventionnelles	1109
1.5. Le droit international privé	1109
2. Les sources de droit public	1110
2.1. La LF sur la surveillance des entreprises d'assurance (LSA)	1110
2.1.1. La systématique légale	1110
2.1.2. Le champ d'application de la LSA	1110
2.1.3. Le régime général de la LSA	1112
2.1.4. Les interférences du droit public sur le droit privé	1113
2.2. Le renvoi au droit européen	1113
3. La jurisprudence	1114
§ 85 La notion	1115
1. La définition et les éléments caractéristiques	1115
1.1. Le risque	1116
1.1.1. La notion	1116
1.1.2. Les caractéristiques	1116
1.1.3. L'étendue	1118
1.2. Le paiement de la prime d'assurance	1120
1.3. La promesse de prestations ou de garantie en cas de sinistre	1120
1.4. Le caractère autonome de l'opération	1120
1.5. L'exploitation selon un plan	1121
2. Quelques délimitations	1121
2.1. Par rapport aux contrats d'assurance de droit public	1121
2.1.1. Les assurances sociales	1121
2.1.2. Les assurances cantonales des biens immobiliers contre l'incendie et les dommages naturels	1123
2.2. Par rapport aux autres contrats aléatoires	1124
3. Quelques distinctions	1126
3.1. Les distinctions fondées sur l'objet de l'assurance	1126
3.1.1. L'assurance de choses	1126
3.1.2. L'assurance de patrimoine	1128
3.1.3. L'assurance de personnes	1129
3.2. Les distinctions fondées sur la condition de la prestation	1130
3.2.1. L'assurance contre les dommages	1130
3.2.2. L'assurance de sommes	1130
3.3. L'assurance directe et la réassurance	1131

Table des matières

3.4. L'assurance pour son propre compte, pour compte d'autrui et sur la tête d'autrui	1131
3.4.1. L'assurance pour son propre compte	1132
3.4.2. L'assurance pour compte d'autrui	1132
3.4.3. L'assurance sur la tête d'autrui	1134
3.5. L'assurance individuelle et l'assurance collective	1136
3.5.1. La distinction	1136
3.5.2. La portée de la distinction	1136
3.6. L'assurance facultative et l'assurance obligatoire	1138
3.6.1. La distinction	1138
3.6.2. Les assurances responsabilité civile obligatoires fédérales	1138
3.6.3. Les assurances responsabilité civile obligatoires cantonales	1139
3.7. Les distinctions fondées sur le type de risque assuré	1140
3.7.1. L'assurance de responsabilité civile	1140
3.7.2. L'assurance de protection juridique	1140
3.7.3. L'assurance sur la vie	1141
3.7.4. L'assurance de perte de gain maladie	1142

Chapitre II

<i>La formation du contrat</i>	1143
--------------------------------------	------

§ 86 Les parties au contrat	1144
--	------

1. Le pourvoyeur d'assurance	1144
1.1. L'entreprise d'assurance ou l'assureur	1144
1.2. L'intermédiation d'assurance	1144
1.2.1. En général	1144
1.2.2. L'intermédiaire lié	1145
1.2.3. L'intermédiaire non lié	1145
1.2.4. Le devoir d'information de l'intermédiaire	1146
2. Le consommateur d'assurance	1147
2.1. Le preneur	1147
2.2. L'assuré ou la personne assurée	1147
2.3. L'ayant droit	1148
2.4. Le bénéficiaire	1148
2.5. L'ayant cause	1148

§ 87 La conclusion du contrat	1148
--	------

1. En général	1148
1.1. L'accord des parties	1148
1.2. La forme	1149
2. La proposition, le droit de révocation et l'acceptation	1150
2.1. La proposition	1150
2.2. Le droit de révocation	1151
2.3. L'acceptation	1152
3. Les conditions générales d'assurance	1152
3.1. La notion	1152
3.2. Le régime	1153
3.2.1. La validité du consentement aux CGA	1153
3.2.2. La validité de l'objet des CGA	1155
3.2.3. L'interprétation des CGA	1156

Table des matières

4.	La police d'assurance	1157
4.1.	L'obligation de remise	1157
4.2.	La portée	1157
4.3.	L'annulation	1158
5.	La prise d'effet du contrat	1158
6.	Les communications entre les parties	1159
§ 88	Les devoirs de renseigner des parties	1160
1.	En général	1160
2.	Les devoirs de l'entreprise d'assurance	1160
2.1.	Les principes	1160
2.2.	L'étendue du devoir de renseigner	1162
2.3.	L'exercice du devoir de renseigner	1165
2.4.	Les effets de la violation des devoirs de l'assureur	1166
3.	Les devoirs du proposant	1166
3.1.	Le principe	1166
3.2.	L'étendue de la déclaration des risques	1167
3.3.	Le contenu de la déclaration des risques	1167
3.4.	La violation du devoir du proposant: la réticence	1169
3.4.1.	Le principe de la réticence et ses conditions	1169
3.4.2.	Les effets de la réticence	1170
§ 89	La modification du contrat	1173
1.	La modification du risque	1173
1.1.	Le principe	1173
1.2.	La diminution du risque	1174
1.3.	L'aggravation du risque	1175
1.3.1.	Le principe	1175
1.3.2.	L'aggravation du risque par le fait du preneur	1176
1.3.3.	L'aggravation du risque sans le fait du preneur	1177
2.	Les autres hypothèses	1178
2.1.	La clause d'adaptation de la prime	1178
2.2.	Les propositions spéciales	1179
2.3.	La modification des conditions générales d'assurance	1180

Chapitre III

Les obligations des parties 1181

§ 90	Les obligations du preneur	1182
1.	Le paiement de la prime	1182
1.1.	En général	1182
1.2.	Le débiteur de la prime	1182
1.3.	La fixation de la prime	1184
1.4.	Les modalités de paiement	1185
1.5.	Les autres modes d'extinction de l'obligation de paiement de la prime	1186
2.	Le régime en cas de non-paiement de la prime	1187
2.1.	En général	1187
2.2.	La sommation	1187
2.3.	Les conditions de la demeure	1188
2.4.	Les conséquences de la demeure	1191

Table des matières

2.5. Le sort du contrat	1192
3. Les devoirs en cas de sinistre	1194
3.1. En général.....	1194
3.2. Le devoir d'annonce	1195
3.2.1. Le principe	1195
3.2.2. L'application	1196
3.3. Le devoir de sauvetage	1197
3.3.1. Les principes.....	1197
3.3.2. Les applications	1198
3.4. L'interdiction de modifier l'état de fait.....	1199
3.5. Le devoir de renseigner et de collaborer à l'évaluation du dommage	1200
3.5.1. Le devoir de renseigner	1200
3.5.2. Le devoir de collaborer.....	1202
4. Les autres devoirs	1203
§ 91 Les obligations de l'entreprise d'assurance	1204
1. L'exécution de la prestation d'assurance.....	1204
1.1. Le principe	1204
1.2. La survenance du sinistre.....	1204
1.3. Le refus ou la réduction de la prestation d'assurance.....	1206
1.3.1. Le sinistre causé par la faute de l'ayant droit	1206
1.3.2. La violation des devoirs en cas de sinistre	1209
1.4. La prestation d'assurance.....	1210
1.4.1. L'exigibilité et l'échéance	1210
1.4.2. Les modalités de l'exécution	1212
1.5. La prescription de la créance.....	1212
1.6. Le sort du contrat après l'exécution.....	1215
2. Les autres obligations.....	1216
2.1. À l'égard du preneur.....	1216
2.2. À l'égard de tiers	1217
 <i>Chapitre IV</i>	
<i>La fin du contrat</i>	1218
§ 92 (unique)	1218
1. L'extinction ou le maintien en vertu de la loi.....	1218
2. L'extinction par acte des parties.....	1220
2.1. L'échéance de la durée convenue	1220
2.2. L'extinction par consentement mutuel	1220
2.3. La dénonciation.....	1220
2.3.1. La résolution.....	1220
2.3.2. La résiliation.....	1221
2.3.2.1. La résiliation ordinaire.....	1221
2.3.2.2. La résiliation extraordinaire.....	1222
3. Les effets de la fin du contrat	1223
4. La reconduction	1224
4.1. La reconduction expresse.....	1225
4.2. La reconduction tacite	1225

Chapitre V

La coordination des contrats d'assurance 1226

§ 93 Les techniques de coordination des indemnisations	1226
1. Le cumul	1227
2. L'imputation	1227
3. La subsidiarité	1227
4. La subrogation	1228
§ 94 La coordination dans l'assurance de sommes	1228
1. Le principe du cumul	1228
2. L'exception de l'imputation	1229
§ 95 La coordination dans l'assurance contre les dommages	1230
1. La position de l'entreprise d'assurance	1230
1.1 L'imputation	1230
1.2. La subrogation	1231
1.2.1. Le principe	1231
1.2.2. L'étendue	1232
2. L'indemnisation directe, le droit de gage et l'action directe du lésé	1234

Titre X Les autres contrats aléatoires 1237

Chapitre I

Le jeu et le pari 1237

§ 96 (unique)	1237
1. Présentation générale	1238
1.1. Les sources	1238
1.2. La notion	1240
1.3. Quelques délimitations	1240
1.4. Quelques distinctions	1241
1.4.1. Le jeu et le pari	1241
1.4.2. Les contrats faits en vue d'un jeu ou d'un pari	1242
1.4.3. Les marchés différentiels et à terme	1242
1.4.4. Les loteries et les tirages au sort	1243
2. Le régime	1244
2.1. La formation du contrat	1244
2.2. L'exécution des obligations	1244

Chapitre II

Les contrats viagers 1246

§ 97 La rente viagère	1246
1. Présentation générale	1246
1.1. Les sources	1246
1.2. La notion	1247
1.3. Quelques distinctions	1248
2. La formation du contrat	1249
2.1. Les parties au contrat	1249

Table des matières

2.2. La conclusion du contrat	1249
3. Les obligations du débirentier	1250
3.1. Les modalités d'exécution	1250
3.2. La nature du droit	1251
4. La fin du contrat	1252
4.1. La mort d'une partie	1252
4.2. Les autres causes	1252
§ 98 L'entretien viager	1253
1. Présentation générale	1253
1.1. Les sources	1253
1.2. La notion	1254
1.3. Quelques délimitations	1254
2. La formation du contrat	1255
2.1. Les parties au contrat	1255
2.2. La conclusion du contrat	1256
2.3. La nullité et la réduction	1257
3. Les obligations du créancier de l'entretien	1257
4. Les obligations du débiteur de l'entretien	1258
4.1. En général	1258
4.2. La protection du droit	1258
5. La fin du contrat	1259
5.1. En général	1259
5.2. En cas de disproportion entre les prestations	1259
5.3. En cas de justes motifs	1260
5.4. En cas de mort du débiteur	1262
 Titre XI Les contrats de société	 1263
§ 99 Présentation générale	1266
1. Les sources	1266
2. La notion	1266
2.1. En général	1266
2.2. L'aspect contractuel	1268
2.3. L'aspect institutionnel	1268
3. Les éléments caractéristiques	1269
3.1. L'apport	1269
3.2. Le but commun	1270
3.3. L'exclusion d'une autre forme de société	1272
4. Quelques délimitations	1272
4.1. Par rapport aux autres contrats	1272
4.2. Par rapport aux autres communautés	1273
5. Quelques applications	1275
5.1. En général	1275
5.2. La société tacite	1278
5.2.1. La notion	1278
5.2.2. Le régime	1279
5.3. La « Joint Venture »	1280

Table des matières

5.3.1. La notion	1280
5.3.2. La nature juridique	1281
§ 100 La formation du contrat	1282
1. Les parties au contrat	1282
2. La conclusion du contrat	1283
3. Les vices du contrat	1284
§ 101 Les rapports entre associés	1285
1. Le principe	1285
1.1. La liberté contractuelle	1285
1.2. Les modifications du contrat	1285
2. La qualité de membre	1286
2.1. La notion	1286
2.2. L'acquisition de la qualité d'associé	1286
2.3. La perte de la qualité d'associé	1288
3. Les droits et les obligations des associés	1289
3.1. L'obligation d'effectuer un apport	1289
3.2. L'obligation de fidélité et de diligence	1292
3.3. Le régime de l'inexécution	1293
4. Le fonctionnement de la société	1294
4.1. Les décisions	1294
4.2. La gestion de la société	1296
4.2.1. En général	1296
4.2.2. Le système légal	1296
4.2.3. Le système conventionnel	1297
5. Le statut particulier des associés gérants	1297
5.1. En général	1297
5.2. Le régime	1298
5.3. La révocation des gérants	1299
6. La participation au résultat	1299
§ 102 Les rapports avec les tiers	1301
1. En général	1301
2. La représentation par les associés	1302
2.1. En général	1302
2.2. Les conditions de la représentation	1303
2.3. Les effets de la représentation	1305
3. La responsabilité des associés	1305
3.1. La responsabilité pour les dettes	1305
3.1.1. En général	1305
3.1.2. La situation des créanciers	1307
3.2. La responsabilité pour les actes illicites	1308
§ 103 La fin du contrat	1308
1. Généralités	1308
2. Les causes de dissolution	1310
2.1. Les causes ordinaires	1310
2.1.1. Les contrats de durée déterminée	1310
2.1.2. Les contrats de durée indéterminée	1310

Table des matières

2.2. Les causes extraordinaires	1311
3. La liquidation proprement dite de la société	1315
3.1. En général	1315
3.2. Les opérations principales	1316
4. La liquidation improprement dite (avec poursuite des activités)	1319
 Titre XII Quelques contrats innommés (Aperçu)	 1321
§ 104 Le crédit-bail (ou leasing financier)	1322
1. Présentation générale	1323
1.1. La notion	1323
1.2. La nature juridique	1325
1.3. Quelques délimitations	1327
1.4. Quelques distinctions	1327
1.5. Les contrats de leasing soumis à la LCC	1328
2. Le régime applicable	1329
2.1. La formation du contrat	1329
2.2. Les obligations du crédit-bailleur	1331
2.3. Les obligations du preneur	1333
2.4. La fin du contrat	1335
§ 105 Le contrat estimatoire	1336
1. Présentation générale	1336
1.1. La notion	1336
1.2. La nature juridique	1337
1.3. Quelques délimitations	1338
2. Le régime applicable	1338
2.1. La formation du contrat	1338
2.2. Les obligations du consignateur	1338
2.3. Les obligations du consignataire	1339
2.4. La fin du contrat	1340
§ 106 La représentation exclusive	1340
1. Présentation générale	1342
1.1. La notion	1342
1.2. La nature juridique	1344
1.3. Quelques délimitations	1345
2. Le régime applicable	1346
2.1. La formation du contrat	1346
2.2. Les obligations du concédant	1349
2.3. Les obligations du représentant	1350
2.4. L'inexécution du contrat	1352
2.5. La fin du contrat	1353
§ 107 Le contrat de licence	1359
1. Présentation générale	1361
1.1. La notion	1361
1.2. La nature juridique	1362
1.3. Quelques délimitations	1363
1.4. Quelques distinctions	1365

Table des matières

2. Le régime applicable	1366
2.1. La formation du contrat	1366
2.2. Les obligations du donneur	1368
2.3. Les obligations du preneur	1370
2.4. La fin du contrat	1373
§ 108 Le contrat de franchise	1375
1. Présentation générale	1377
1.1. La notion	1377
1.2. La nature juridique	1378
1.3. Quelques délimitations	1379
1.4. Quelques distinctions	1380
2. Le régime applicable	1381
2.1. La formation du contrat	1381
2.2. Les obligations des parties	1382
2.2.1. Les obligations du franchiseur	1383
2.2.2. Les obligations du franchisé	1384
2.3. L'extinction du contrat	1386
§ 109 Le contrat d'affacturage	1390
1. Présentation générale	1391
1.1. La notion	1391
1.2. La nature juridique	1393
1.3. Quelques délimitations	1393
2. Le régime applicable	1393
2.1. La formation du contrat	1393
2.2. Les obligations du factor	1394
2.3. Les obligations du client	1395
2.4. La fin du contrat	1397
§ 110 La transaction	1397
1. Présentation générale	1398
1.1. La notion	1398
1.2. La nature juridique	1399
1.3. Quelques délimitations	1400
1.4. Quelques distinctions	1401
2. Le régime applicable	1402
2.1. Les parties	1402
2.2. La conclusion du contrat	1403
2.3. Les effets de la transaction	1404
3. La nullité de la transaction	1405
3.1. Le principe	1405
3.2. Les effets	1407
§ 111 Autres contrats (Renvois)	1407
 Table des lois (et normes) citées	 1411
Répertoire alphabétique des matières	1483
Table des matières	1515